



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mercredi 16 février 2022 – N° 31**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. François Paradis**

---



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Les Journées de la persévérance scolaire.*
- La députée de Verdun sur le sujet suivant : *Souligner le 30<sup>e</sup> anniversaire de L'Ancre des Jeunes et la Semaine de la persévérance scolaire.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *M. Alain Castagner : un homme et un bénévole très impliqué et respecté.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à la mémoire du jeune Riley Valcin.*
- La députée de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Souligner la reconnaissance de l'accréditation Agrément Canada décernée à la Maison Michel-Sarrazin.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Rolande Pelletier.*
- Le député de Beauharnois sur le sujet suivant : *Librairies Boyer : une belle histoire de famille.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Soutien au mouvement de grève des organismes communautaires.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Un pôle d'enseignement supérieur en petite enfance au bon moment.*
- Le député de Montmorency sur le sujet suivant : *Souligner les 40 ans de l'organisme communautaire Le Pivot.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**      a)      documents  
                  b)      rapports de commissions  
                  c)      pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE  
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2  
**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) **Projet de loi n° 12**  
Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics  
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 3 février 2022  
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de l'Acadie le **15 février 2022**
- 2) **Projet de loi n° 18**  
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 3) **Projet de loi n° 19**  
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 4) **Projet de loi n° 21**  
Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **2 février 2022**

- 5) Projet de loi n° 22  
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions  
Présenté par le ministre des Transports le **9 février 2022**
- 6) Projet de loi n° 30  
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

*Étude détaillée en commission*

- 7) Projet de loi n° 1  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement  
Présenté par le ministre de la Famille le 21 octobre 2021  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 30 novembre 2021  
Principe adopté le **2 décembre 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 8) Projet de loi n° 2  
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil  
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 7 décembre 2021  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 9) Projet de loi n° 4  
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 1<sup>er</sup> février 2022  
Principe adopté le **2 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 10)** Projet de loi n° 9  
Loi sur le protecteur national de l'élève  
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)  
déposé le 1<sup>er</sup> février 2022  
Principe adopté le **3 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 11)** Projet de loi n° 11  
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins  
omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 11 novembre  
2021  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations)  
déposé le 8 février 2022  
Principe adopté le **10 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 12)** Projet de loi n° 14  
Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le  
2 décembre 2021  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé  
le 3 février 2022  
Principe adopté le **8 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 13)** Projet de loi n° 15  
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions  
législatives  
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le  
1<sup>er</sup> décembre 2021  
Principe adopté le 1<sup>er</sup> février 2022, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations)  
déposé le **15 février 2022**

- 14) Projet de loi n° 17  
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions  
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2021  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15) Projet de loi n° 23  
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019  
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 16) Projet de loi n° 24  
Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 2 février 2022  
Principe adopté le **8 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 17) Projet de loi n° 39  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020  
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 18) Projet de loi n° 96  
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français  
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021  
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 19) **Projet de loi n° 101**  
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux  
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 9 juin 2021  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 5 octobre 2021  
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 20) **Projet de loi n° 102**  
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission  
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 5 octobre 2021  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2021  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> décembre 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

## **II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 21) **Projet de loi n° 190**  
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 22) **Projet de loi n° 191**  
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires  
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**

- 23) Projet de loi n° 192  
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec  
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 193  
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à  
l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse  
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 194  
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux  
changements climatiques  
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du  
droit au paiement des frais d'une assistance  
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre  
Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes  
âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale  
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 198  
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles  
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 199  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit  
d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et  
l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 30) Projet de loi n° 390  
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un  
bail de logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**

- 31) Projet de loi n° 391  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 392  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 393  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 34) Projet de loi n° 394  
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 35) Projet de loi n° 395  
Loi instituant le Fonds de transition juste  
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 36) Projet de loi n° 396  
Loi pour une meilleure qualité de l'air  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 37) Projet de loi n° 397  
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 398  
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 39) Projet de loi n° 399  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 490  
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le  
**26 septembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 491  
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le  
**12 novembre 2020**
- 42) Projet de loi n° 493  
Loi sur l'interculturalisme  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 43) Projet de loi n° 494  
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures  
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 44) Projet de loi n° 495  
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine  
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 496  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 497  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés  
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 47) Projet de loi n° 498  
Loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive  
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **2 décembre 2021**

- 48) Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec  
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 49) Projet de loi n° 591  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 50) Projet de loi n° 592  
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d’accroître la présence du drapeau du Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 51) Projet de loi n° 593  
Loi modifiant l’âge requis pour posséder la qualité d’électeur  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 52) Projet de loi n° 594  
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux  
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 53) Projet de loi n° 595  
Loi créant le registre des loyers  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 54) Projet de loi n° 596  
Loi instituant Pharma-Québec  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 597  
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale  
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

- 56) Projet de loi n° 598  
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 57) Projet de loi n° 599  
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 58) Projet de loi n° 690  
Loi promouvant les investissements socialement responsables  
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 59) Projet de loi n° 691  
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec  
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 60) Projet de loi n° 692  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent  
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 61) Projet de loi n° 693  
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 62) Projet de loi n° 694  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur  
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 63) Projet de loi n° 695  
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 64) Projet de loi n° 696  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable  
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**

- 65) Projet de loi n° 697  
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte  
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 66) Projet de loi n° 698  
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs  
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 67) Projet de loi n° 699  
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1<sup>er</sup> avril 2021**
- 68) Projet de loi n° 790  
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 69) Projet de loi n° 791  
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 70) Projet de loi n° 792  
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 71) Projet de loi n° 794  
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 72) Projet de loi n° 796  
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1<sup>er</sup> juin 2021**

- 73) Projet de loi n° 797  
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d’y intégrer l’entreprise à mission  
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 74) Projet de loi n° 798  
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d’un restaurateur lorsqu’il retient les services de livraison d’un tiers  
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 75) Projet de loi n° 799  
Loi sur le droit à la déconnexion  
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 76) Projet de loi n° 890  
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l’aide financière aux études  
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 77) Projet de loi n° 893  
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 78) Projet de loi n° 894  
Loi interdisant la recherche et la production d’hydrocarbures  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 79) Projet de loi n° 896  
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d’une élection générale  
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 80) Projet de loi n° 897  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde  
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**

- 81)** Projet de loi n° 898  
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire  
Présenté par la députée d'Iberville le **6 octobre 2021**  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Saint-Jean le **9 février 2022**

*Étude détaillée en commission*

- 82)** Projet de loi n° 197  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens  
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019  
Principe adopté le **13 avril 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 83)** Projet de loi n° 793  
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec  
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021  
Principe adopté le **10 juin 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 84)** Projet de loi n° 217  
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

**85) 15 février 2022**  
Motion du député de Nelligan

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que le gouvernement caquiste s'apprête à renouveler pour une 100<sup>e</sup> fois l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020;

QU'elle rappelle que la Loi sur la santé publique et l'état d'urgence sanitaire n'ont pas été conçus dans l'optique d'une pandémie s'échelonnant sur plusieurs années;

QU'elle rappelle que l'état d'urgence sanitaire octroie des pouvoirs exceptionnels et étendus au gouvernement et qu'il n'est pas souhaitable que les normes usuelles de la gouvernance démocratique soient suspendues sur une si longue durée;

QU'elle prenne acte qu'après des vagues successives de la pandémie de la COVID-19 dues à l'émergence de variants du virus, il est impossible de déterminer avec précision quand cette pandémie prendra fin;

QU'elle déclare qu'il y a lieu de mettre fin à l'état d'urgence sanitaire dans les meilleurs délais tout en assurant la poursuite de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 et la protection des Québécois;

QU'enfin, elle exige du gouvernement caquiste qu'il s'engage à déposer le rapport d'événement prévu à l'article 129 de la Loi sur la santé publique qui doit suivre la fin de l'état d'urgence sanitaire, et ce, avant la fin de la présente période de travaux parlementaires.

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### **Mandat réglementaire**

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable » ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau » ;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

#### COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

##### **Mandat de l'Assemblée**

###### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 21**, Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités (mandat confié le 15 février 2022)

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le protecteur national de l'élève (mandat confié le 3 février 2022).
- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

#### **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail (mandat confié le 8 février 2022).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022)
- **Projet de loi n° 17**, Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 1<sup>er</sup> février 2022).

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

### COMMISSION DES INSTITUTIONS

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 24**, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve (mandat confié le 9 février 2022).

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1<sup>er</sup> février 2022).
- **Projet de loi n° 24**, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve (mandat confié le 8 février 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

#### **Mandat confié par une loi**

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### Mandat de l'Assemblée

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement (mandat confié le 2 décembre 2021)
- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### Mandat de l'Assemblée

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre (mandat confié le 10 février 2022).
- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 1<sup>er</sup> février 2022).

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### Mandat de l'Assemblée

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 102**, Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (mandat confié le 1<sup>er</sup> décembre 2021).

## **Mandat règlementaire**

### Interpellation :

- De la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le sujet suivant : *Le laxisme du gouvernement de la CAQ dans la protection de la qualité de l'air des citoyens et citoyennes du Québec* (avis donné le 10 février 2022).

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 53) Mme Labrie (Sherbrooke) – **1<sup>er</sup> février 2022**  
Au ministre de l'Éducation

Lors de l'étude des crédits 2020-2021 du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, volet éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire, j'ai abordé avec le ministre de l'Éducation l'enjeu des violences à caractère sexuel dans le réseau de l'éducation du Québec. Plus précisément, je l'ai questionné le lundi 17 août 2020, durant la séance de la Commission de la culture et de l'Éducation, afin de savoir si le ministère disposait d'une étude concernant l'impact sur le parcours scolaire des personnes qui ont subi des violences sexuelles, notamment sur la question du décrochage scolaire. Il m'a indiqué que le ministère ne disposait pas d'une telle étude. Lorsqu'interrogé sur la possibilité de commander une telle étude, afin de mieux intervenir pour limiter les impacts et prévenir le décrochage, le ministre en a pris l'engagement.

Ainsi, mes questions sont les suivantes :

- Le ministre a-t-il commandé cette étude?
- Si oui :
  - À qui a été confiée l'étude?
  - À quel moment le mandat a-t-il été donné?
  - Quel est le coût de cette étude?
  - À quel moment sont attendus les résultats?

- 54) M. LeBel (Rimouski) – **1<sup>er</sup> février 2022**  
Au gouvernement

Le manque de main-d'œuvre frappe les ressources d'aide d'urgence, alors que certaines d'entre elles sont contraintes de suspendre certains services.

Dans la région du Bas-Saint-Laurent, la Maison de l'Espoir de Mont-Joli met ses services sur pause pour février, alors que le Centre de prévention du suicide et d'intervention de crise de Rimouski suspend ses services en hébergement pour une période indéterminée.

Au Centre de prévention du suicide, l'équipe d'intervention est épuisée. Le problème de recrutement de main-d'œuvre, avec la rareté qu'on connaît, surcharge les équipes d'intervention.

« Après presque deux ans de pandémie, il y a un fort épuisement des équipes en intervention. C'est le cas chez nous comme dans d'autres organismes », affirme la directrice générale du Centre de prévention du suicide de Rimouski, Valérie Quimper, qui ajoute que les demandes d'aide ont explosé avec les tensions créées par la pandémie.

De nombreux autres organismes se trouvent dans cette situation. La Table régionale des organismes communautaires du Bas-Saint-Laurent rapporte que bon nombre d'organismes de la région connaissent d'importants défis en lien avec la pandémie et la rareté de main-d'œuvre.

La pression est forte depuis le début de la pandémie, notamment pour les services d'aide alimentaire, de violence et de santé mentale, et la fatigue s'est installée chez les travailleurs qui tiennent ces organismes à bout de bras.

Il devient évident que les organismes communautaires ressentent ces besoins grandissants et ils tentent d'y répondre le mieux possible, mais il est sûr qu'ils ne peuvent pas non plus pallier un système de santé et de services sociaux qui lui aussi est surchargé.

Je peux témoigner que lors des rencontres virtuelles avec mon équipe et les organismes, on la voit et on la sent de plus en plus, cette fatigue des dirigeants des organismes, qui deviennent également très émotifs.

Le sous-financement et les conditions de travail se retrouvent au cœur du problème qui existe depuis trop longtemps et on en demande de plus en plus aux organismes communautaires. Des vagues rotatives de suspension des services des organismes communautaires auront lieu partout au Québec à la fin février, entre autres pour réclamer un meilleur financement. Il y a urgence.

Ma question est la suivante :

Le gouvernement répondra-t-il positivement aux demandes des organismes communautaires autonomes, soit :

- un investissement de 460 millions \$ supplémentaires dans le financement à la mission globale des organismes d'action communautaire autonome (ACA) afin de renforcer leur capacité d'agir et qu'un financement spécial soit disponible afin de tenir compte des besoins supplémentaires provoqués par la COVID-19;

- une indexation annuelle de la subvention à la mission globale de tous les organismes d'ACA selon la hausse des coûts de fonctionnement?

55) Mme Ghazal (Mercier) – **3 février 2022**  
Au ministre des Finances

Le 18 janvier dernier, le collectif G15+ qui regroupe, notamment, des syndicalistes, des gens du patronat, des groupes écologistes et des universitaires, a lancé un outil de 51 indicateurs qui donnent le portrait le plus juste possible du bien-être de la population québécoise. L'objectif d'un tel outil est d'orienter les politiques mises en place par les décideurs publics.

Cette proposition a le mérite d'élargir le champ de vision des décideurs et d'aller au-delà de la mesure du produit intérieur brut (PIB) et de la création d'emploi. Évidemment, ces deux indicateurs économiques font partie des 51 indicateurs, mais ils sont loin d'être suffisants. Le collectif G15+ a, en effet, mis à contribution l'ensemble de ses membres pour développer, en plus des indicateurs économiques, des indicateurs sociaux comme la qualité de vie, la pauvreté et la culture, ainsi que des indicateurs environnementaux comme la qualité de l'eau, la biodiversité et la mobilité durable. Il s'agit là d'une mine d'informations importantes à prendre en compte par un gouvernement qui tient à comprendre l'interdépendance et la complexité des différentes dimensions de notre société.

Alors que la crise sanitaire et la crise environnementale posent d'importants défis à notre société, il est réjouissant de constater que des acteurs de divers champs de la société aient mis leurs efforts en commun pour mener une démarche rigoureuse d'une telle ampleur. Il s'agit ici d'un premier pas. Le gouvernement doit saisir l'occasion de rejoindre les autres nations qui sont rendues beaucoup plus loin que le Québec dans la mesure du bien-être de leurs populations.

Ma question :

Est-ce que le gouvernement accepte de saisir la main tendue par le collectif G15+ en enrichissant l'outil de mesure de l'évolution du bien-être de la population québécoise et en l'utilisant dans ses politiques publiques et ses décisions?

56) M. LeBel (Rimouski) – **3 février 2022**  
Au gouvernement

Le 21 septembre 2017, je déposais, avec l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ), le Réseau FADOQ ainsi que le Regroupement interprofessionnel des intervenantes retraitées des services de santé (RIIRS), une pétition appuyée par 14 000 signataires réclamant la tenue d'états généraux sur les conditions de vie des personnes âgées.

Déjà en 2017, on affirmait avec raison qu'il fallait que le gouvernement réalise l'importance du vieillissement de la population. Qu'il fallait réfléchir à ce qui arrivera dans 10, 15 ou 20 ans, et préparer le terrain. Nous insistions aussi pour dire que le vieillissement de la population n'est pas un problème en soi, mais que le gouvernement doit se doter d'un plan de match global pour relever les nombreux défis qui y sont liés. Nous disions au gouvernement que s'il continue à traiter chaque dossier à la pièce, nous manquerions de ressources. Il nous faut une véritable politique globale du vieillissement. Il y a cinq ans... ironique, n'est-ce pas?

C'était donc en 2017. Depuis, une pandémie meurtrière nous est tombée dessus. Les principales victimes étant les aînés du Québec, rappelons-nous que la première vague, au printemps 2020, a mené à la mort de 4836 personnes âgées en milieu d'hébergement pour aînés. Les personnes âgées du Québec ont dû subir des mesures de confinement et de privation frôlant l'âgisme.

Nous sommes en 2022, donc cinq ans plus tard, et nous avons devant nous un rapport de la Commissaire à la santé et au bien-être, une enquête sur « la performance des soins et services aux aînés » qui est accablante. Le « Québec n'était pas prêt », tranche la commissaire. Son constat est sans équivoque : il s'agit « d'un échec collectif ». Elle a ajouté que le gouvernement a démontré une « attitude paternaliste à l'égard des aînés » dans sa gestion. « On pensait savoir ce qui était bon pour eux et on ne les a pas assez consultés dans le cadre de l'élaboration de la stratégie pour faire face à la pandémie. »

Alors faut-il se surprendre que la Coalition pour la dignité des aînés (CDA), composée de six grandes associations nationales représentant près de 150 000 personnes âgées au Québec, réaffirme avec vigueur la nécessité de tenir des états généraux sur les conditions de vie des aînés afin de prendre les meilleures décisions pour la suite et de s'assurer que les choses changent?

Il est impératif que tous les acteurs de la société civile se réunissent, avec les aînés, et qu'ils avancent ensemble vers de nouvelles façons de faire qui permettront de réformer les pratiques qui ne sont plus adéquates et qui engendrent des crises comme celles que nous vivons depuis maintenant deux ans. Cette rencontre permettra également de mieux prendre conscience des impacts du vieillissement de la population et d'adapter notre société à cette réalité.

Cela fait des années qu'on parle des défis du vieillissement, il est temps de dégager des consensus sur des enjeux tels que la santé, la pauvreté, la gestion des régimes de retraite, le logement, le transport, l'aménagement urbain, l'organisation du travail, l'activité physique et la culture.

Ma question :

Est-ce que le gouvernement et pourquoi pas, l'ensemble des partis politiques, peuvent s'engager à convoquer dans le mandat à venir des états généraux sur l'adaptabilité de la société québécoise au vieillissement de sa population?

57) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) – **8 février 2022**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

L'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) est un programme collectif qui verse une compensation lorsque le prix moyen de vente d'un produit est inférieur au revenu assuré basé sur le coût de production moyen d'entreprises agricoles spécialisées.

L'ensemble des postes de dépenses du coût de production, à l'exception de la rémunération de l'exploitant (producteurs/productrices propriétaires), sont actualisés aux cinq ans à l'aide d'une nouvelle enquête.

Bien qu'elle soit indexée annuellement, la rémunération historique sur laquelle s'applique cette indexation n'est plus représentative de la réalité des exploitants d'aujourd'hui, comme démontré par les travaux du Centre d'études sur les coûts de production en agriculture (CECPA).

Pour remédier à cette situation, le CECPA propose d'ajuster la méthodologie afin que celle-ci soit plus représentative du nombre d'heures travaillées et du temps de gestion fait par les exploitants. Avec les ajustements proposés, les calculs du CECPA justifient une augmentation de la rémunération de l'exploitant entre 12,8 % et 15,9 %. Cette hausse se traduit par un salaire annuel se situant entre 74 100 \$ et 76 100 \$ (par rapport à 65 685 \$ pour l'année 2019).

En décembre 2019, le conseil d'administration de la Financière agricole du Québec (FADQ) a accepté les conclusions du rapport du CECPA et l'a transmis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'obtenir les autorisations requises. La FADQ a estimé le coût de cette actualisation à un maximum de 20 M\$ par année. Ce coût additionnel pourrait être financé à même les surplus budgétaires de la FADQ.

Depuis, le ministre n'a pas fait part de ses intentions.

Mes questions au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sont les suivantes :

- Le ministre va-t-il entreprendre les démarches nécessaires afin de permettre l'actualisation de la rémunération de l'exploitant au programme ASRA, comme recommandé par la Financière agricole du Québec?
- Le ministre a-t-il un échéancier pour procéder à cette actualisation si bénéfique pour nos producteurs et productrices agricoles?

58) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **8 février 2022**

Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

Le nombre de Québécois qui seront atteints de démence va carrément doubler d'ici 20 ans, un véritable « raz de marée » prévisible, mais pour lequel le réseau de la santé n'est pas prêt, dénoncent plusieurs experts. « La prochaine maladie du siècle, c'est l'Alzheimer », résume Nouha Ben Gaied, directrice de la recherche et du développement à la Fédération québécoise des sociétés Alzheimer. L'Alzheimer est la forme la plus courante de démence, qui regroupe le spectre des symptômes associés au déclin des fonctions mentales. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y aurait un nouveau cas d'alzheimer toutes les sept secondes. Nous avons vu les percées que d'importants investissements gouvernementaux dans la recherche scientifique et médicale ont rendues possibles pour d'autres problèmes de santé publique comme le VIH/SIDA. La Société Alzheimer du Canada recommande un investissement de 150 millions de dollars sur cinq ans pour la réalisation d'une stratégie nationale sur la démence solide et entièrement financée. Dans ce contexte, voici mes questions au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux :

- Combien d'argent public a été investi annuellement au cours des dix dernières années à la recherche sur la démence et l'Alzheimer?
- Quels sont les investissements prévus dans les prochaines années pour cette recherche?

59) M. Gaudreault (Jonquière) – **8 février 2022**

À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le 26 novembre 2018, la circonscription de Jonquière a reçu une annonce gouvernementale relativement à un projet d'agrandissement et de réaménagement de l'urgence de l'hôpital de Jonquière. Celle-ci donnait l'autorisation d'amorcer l'élaboration du programme fonctionnel et technique. Cette étape étant toujours en cours et ayant déjà fait l'objet d'une prolongation de délai, la population est inquiète quant à la réelle volonté d'exécuter les travaux requis dans l'échéancier qui était prévu.

La SQI affirme qu'elle a des délais supplémentaires à considérer, occasionnés par la pandémie et par des projets particuliers que le gouvernement souhaite mettre en avant.

Conséquemment, relativement à ce projet :

1. Est-ce que la ministre a l'intention de respecter l'annonce faite par son gouvernement en 2018 et, ainsi, de conserver l'échéancier maximal fixé à 2024?
2. Est-ce que la ministre peut intervenir pour s'assurer du respect des délais initiaux de réalisation des travaux d'un projet qui a fait l'objet d'une annonce en bonne et due forme et qui est attendu avec impatience par la population locale?

60) M. LeBel (Rimouski) – **8 février 2022**

Au gouvernement

La pénurie de main-d'œuvre pour les organismes communautaires et les établissements publics qui interviennent dans le domaine de la santé et des services sociaux est très importante non seulement au Québec, mais également dans ma région du Bas-Saint-Laurent.

L'Opération main-d'œuvre du Gouvernement du Québec a été annoncée au cours des dernières semaines. Cette démarche vise à s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre au Québec, dans certains secteurs ciblés, dont le secteur des professions liées à la santé mentale et la protection de la jeunesse. Des bourses incitatives *Perspective Québec* seront offertes aux étudiants dans le secteur de la santé et des services sociaux. Curieusement, le programme de techniques de travail social n'apparaît pas dans la liste des programmes inclus par le ministère de

l'Enseignement supérieur. Pourtant, les diplômés en techniques de travail social travaillent dans ces secteurs d'activité depuis plus de 50 ans.

Cette non-reconnaissance du programme de techniques en travail social aura pour conséquence que les futurs étudiants se dirigeront vers des programmes admissibles à ces bourses, par exemple en technique d'éducation spécialisée ou dans des programmes universitaires. Évidemment, lorsque l'étudiant devra choisir son programme, il préférera celui qui lui offre des incitatifs financiers pouvant aller jusqu'à 15 000 \$. Pourtant, le programme de techniques de travail social prépare de futurs intervenants aptes à servir dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Selon les enseignants du Cégep de Rimouski, l'exclusion des étudiants du collégial en travail social à ce programme aggravera la pénurie d'intervenants dans les CISSS et les organismes communautaires, alors que ce programme a justement été mis en place pour contrer cette même pénurie.

Voici mes questions :

- Pourquoi la ministre de l'Enseignement supérieur et son ministère ont-ils exclu le programme de techniques en travail social et sur quels motifs se sont-ils appuyés pour en venir à cette conclusion?
- Le gouvernement ajoutera-t-il le programme de techniques de travail social à liste des programmes reconnus pour l'obtention des bourses *Perspective Québec*, puisque nous avons besoin de plus en plus d'intervenants actuellement?

61) M. Barrette (La Pinière) – **9 février 2022**  
Au ministre de la Justice

Le 11 janvier dernier, nous apprenions, dans un article du quotidien *Le Droit*, qu'un homme a subi son procès dans les latrines d'une prison.

Un homme de 46 ans, incarcéré à l'établissement de détention de Rivière-des-Prairies, était branché par visioconférence avec le Palais de justice de Gatineau depuis les toilettes, pour une audience d'une durée de deux heures. De plus, aucun siège n'a été fourni à l'accusé et le bruit ambiant était tel que le procès a été interrompu.

Encore plus surprenant, le même article nous apprend que la situation n'est pas unique. En effet, une agente correctionnelle mentionne ceci : « on a fait toutes les vidéocomparutions dans les toilettes ».

Appelé à commenter la situation, le président de la Société John Howard du Québec, M. Jean-Claude Bernheim, s'est déclaré « stupéfait à tous les niveaux et renversé ».

Est-ce que le ministre peut nous dire s'il appuie la pratique de comparution par vidéoconférence à partir des toilettes d'un établissement correctionnel et s'il ne l'appuie pas, quelles solutions seront mises en place pour assurer le maintien de la dignité dans notre système judiciaire?

62) M. LeBel (Rimouski) – **10 février 2022**  
Au gouvernement

Un citoyen de ma circonscription m'a fait remarquer que les délais sont extrêmement longs pour une opération des cataractes. Dans son cas, le délai va jusqu'à un an et demi. Comment peut-on attendre si longtemps pour retrouver la vue?

Selon un article du 28 janvier dernier du Journal de Montréal, le délestage en ophtalmologie aurait retardé près de 40 000 chirurgies pour les cataractes depuis le début de la pandémie.

Pour certaines personnes âgées vulnérables, cela aura des conséquences indéniables sur leur autonomie et leur santé mentale, puisque leurs activités seront réduites à cause notamment des dangers de chute.

Puisqu'un grand nombre de chirurgies de la cataracte ont été reportées depuis le début de la pandémie, comme le confirme le porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Robert Maranda, ma question est la suivante :

Comment le gouvernement entend-il corriger cette situation?

63) Mme Dorion (Taschereau) – **10 février 2022**  
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

J'attire aujourd'hui l'attention du ministre sur le financement de groupes communautaires sous la responsabilité de son ministère.

Le ministre n'est pas sans savoir que les organismes d'action communautaire autonome jouent un rôle essentiel dans notre société en tant que moteur de transformation sociale et de pilier du filet social québécois, l'une des missions importantes de son ministère

étant justement d'appuyer le financement à la mission de plusieurs d'entre elles. Parmi celles-ci, on retrouve les corporations de développement communautaire, organismes qui coordonnent l'action des groupes par secteur. Celles-ci sont au nombre de 67 sur le territoire québécois, dont 2 qui ne sont toujours pas financées par le secrétariat. Le travail de ces groupes est essentiel au maintien de la mission du ministre puisqu'il coordonne une action globale, concertée et efficace. Il est grandement temps que cela soit justement reconnu.

Depuis plusieurs années, les groupes militent pour que l'ampleur des besoins financiers des 4 000 organismes d'action communautaire autonome du Québec soit reconnue et qu'on prenne acte des impacts néfastes du sous-financement qui les affligent. Ces impacts sont importants tant pour la population rejointe par ces organismes que pour les conditions de travail difficiles des travailleuses et travailleurs de ceux-ci. En 2019, sous la direction du ministre, le ministère a entamé des démarches en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire. Ces consultations ont eu lieu et nous attendons toujours ce plan directeur assorti de fonds pour l'opérationnaliser correctement.

Une récente étude d'impact économique des CDC réalisée par la firme AppEco a démontré que les retombées économiques sur l'emploi et le PIB d'un investissement gouvernemental dans le milieu communautaire sont supérieures à celles d'un investissement dans l'ensemble de l'économie. Malgré cela, on constate que le financement réel des CDC a baissé de 12 % depuis 2001.

Pour réaliser pleinement sa mission, le réseau des CDC a besoin, dès 2022-2023, d'un financement additionnel de 8,7 M\$. Un tel montant permettrait aux CDC de rattraper le manque à gagner des 20 dernières années, de bonifier leurs interventions dans les communautés et de répondre à la hausse des besoins, en misant chacune sur une équipe d'au moins trois personnes à temps complet.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont :

- Est-ce que le ministre compte finalement déposer un plan d'action gouvernemental en action communautaire, et ce d'ici le budget 2022 ?
- Est-ce que le ministre compte s'assurer que ce plan sera assorti d'investissements substantiels pour soutenir de façon pérenne la mission des organismes qu'ils chapeautent, et ce d'ici le prochain budget ?

- Est-ce que le ministre compte s'assurer qu'un financement additionnel de 8,7 M\$ sera accordé au réseau des CDC afin de rattraper le manque à gagner des 20 dernières années ?

64) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **10 février 2022**  
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Depuis plusieurs années, les populations de caribous forestiers et montagnards sont en grave déclin au Québec. Au Québec, il est désigné comme « espèce vulnérable » depuis 2005, en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables. Le gouvernement est tenu légalement de mettre en place des mesures de protection. En repoussant l'adoption de sa stratégie pour les caribous forestiers et montagnards à 2024, le message que le gouvernement envoie est clair : la protection du caribou n'est pas une priorité à court terme. Pendant ce temps, on ouvre aux compagnies forestières des territoires qui étaient pourtant protégés.

À Val-d'Or, il ne reste plus que 7 caribous alors qu'on en comptait une cinquantaine à la fin des années 70. Dans Charlevoix, c'est à peine 20. Ils étaient plus de 120 il y a 30 ans. En Gaspésie, c'est moins de 30 caribous montagnards qu'on comptabilise. Ils étaient près de 200 il y a 10 ans. Les experts évaluent qu'une population a très peu de chances de survivre à moyen ou à long terme lorsqu'il y a plus de 35 % de perturbations dans son habitat. Aujourd'hui, on est entre 60 % et 85 % de perturbations.

Ça fait des dizaines d'années qu'on consulte les communautés et les experts sur la question et le consensus est clair : on doit protéger les caribous forestiers et montagnards ainsi que les joyaux de notre patrimoine naturel.

Ma question au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs est la suivante :

Est-ce qu'il va déposer sa stratégie pour la protection des caribous forestiers et montagnards au plus tard ce printemps, tel qu'il l'avait promis ?

65) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **15 février 2022**  
Au ministre des Finances

Certaines législations à travers le monde - notamment celle de la France - ont adopté un cadre légal permettant à une personne ayant guéri d'une maladie de ne pas mentionner celle-ci aux compagnies d'assurance au-delà d'un certain délai établi par la loi. Ainsi, au lieu de condamner les personnes ayant vaincu un cancer à des difficultés d'assurabilité pour leur vie entière, on leur offre le « droit à l'oubli », celui de ne pas déclarer à une compagnie d'assurance cette condition dont ils furent atteints, mais dont ils sont guéris.

En effet, les personnes ayant reçu des traitements contre le cancer et ensuite traversé une phase de rémission sont considérées comme guéries par la médecine, mais continuent pourtant de subir une discrimination face aux compagnies d'assurance. L'État québécois pourrait donc intervenir pour pallier cette faille en se dotant d'un cadre législatif approprié.

En 2017, un projet de loi avait été présenté en ce sens, puis un amendement au projet de loi n° 141, en 2018. Aucune avancée n'avait cependant été réalisée.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre des Finances sont les suivantes :

- Pourquoi le gouvernement du Québec n'est-il jamais allé de l'avant en ce qui a trait au « droit à l'oubli »?
- Le ministre prévoit-il encadrer davantage les pratiques des compagnies d'assurance au Québec afin d'éliminer toute forme de préjudice à l'endroit des personnes considérées comme guéries par la science, mais pas par les assurances?

66) Mme Labrie (Sherbrooke) – **15 février 2022**

Au ministre de l'Éducation

Les organismes d'action communautaire autonome jouent un rôle essentiel dans notre société en tant que moteur de transformation sociale et de pilier du filet social québécois. Dans le ministère, 203 organismes reçoivent du financement du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), et 14 organismes sont en attente de financement. Ces organismes travaillent à la lutte au décrochage, en formation continue, en alphabétisation et/ou sont des écoles de la rue. Leur travail est essentiel, et il est grandement temps que cela soit justement reconnu.

En 2019, le gouvernement a entamé des démarches afin d'élaborer un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, dans l'objectif d'assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire. Des consultations ont eu lieu, mais le plan directeur et les fonds pour l'opérationnaliser sont toujours attendus.

Eu égard à ce qui précède, le ministre de l'Éducation peut-il nous dire :

1. Quand les 14 organismes qui ne sont toujours pas soutenus par le programme PACTE le seront-ils?
2. Le prochain budget permettra-t-il de soutenir de manière pérenne la mission des organismes financés par le PACTE?

67) M. LeBel (Rimouski) – **15 février 2022**  
Au gouvernement

Au pire de la pandémie, le gouvernement l'a échappée complètement quant à la gestion de la contagion dans les CHSLD et dans les résidences privées pour aînés. Cela a d'ailleurs été confirmé par les rapports de la protectrice du citoyen, Marie Rinfret, et de la Commissaire à la santé et au bien-être, Joanne Castonguay, et les commentaires de la coroner Géhane Kamel.

En effet, il y a eu multiplication des directives uniformes à ces résidences, pourtant différentes. L'incapacité de bien expliquer ces directives qui changeaient tous les jours entraîne encore aujourd'hui de l'incompréhension, qui rend les gestionnaires de ces ressources très prudents quant aux mesures à prendre. Souvent, cette prudence brime la liberté et la qualité de vie des aînés.

La semaine dernière, des résidences privées pour aînés (RPA) ont effectivement dénoncé les mesures sanitaires trop strictes. La « rigidité » des CISSS et CIUSSS envers les personnes âgées provoque des effets néfastes sur les résidents triplement vaccinés. Un article de *La Presse* précise que « deux gestionnaires, qui ont demandé l'anonymat par peur de représailles, nous ont aussi confié avoir été menacés de perdre leur certification après avoir demandé des aménagements à leur établissement. »

Malgré le déconfinement général et l'allègement des mesures, les personnes âgées sont malheureusement encore prisonnières de mesures extrêmes. Ces personnes viennent de vivre deux années isolées et elles en sont à leurs dernières années de vie, alors redonnons-leur le droit de vivre pleinement.

On entend souvent le gouvernement répéter qu'il faut faire l'équilibre entre les mesures souhaitables et leurs impacts sur la population. Je pense qu'ici, il faut faire l'équilibre entre les mesures imposées et la grande tristesse, la solitude et la piètre qualité de vie de nombreux aînés.

Ma question est la suivante :

Je sais que le gouvernement est conscient du fait que ce n'est pas facile, mais peut-il convenir avec les différentes RPA et les CHSLD des allègements adaptés à leurs réalités et à celles des personnes âgées, comme c'est le cas pour l'ensemble de la population?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**